

# L'ÉDITO

Jurek Kuczkiewicz

## STAY WITH US!

**C'**est une décision capitale que les Britanniques et Irlandais du Nord vont prendre ce jeudi, qui réorientera peut-être sensiblement le destin du Royaume-Uni pour quelques dizaines d'années. L'examen rationnel des arguments matériels pour ou contre un Brexit indique de façon écrasante que l'intérêt et la sécurité économique du Royaume-Uni réside dans son maintien dans l'Union. On se gardera de recommander leur choix aux Britanniques : même si leur vote sera lourd de conséquences, également pour les vingt-sept autres États membres de l'UE, la décision souveraine n'appartient qu'à eux. Mais si c'est aux Britanniques de décider aujourd'hui, il n'est que normal que nous leur disions si nous souhaitons les voir partir ou rester. Et on ne se privera pas d'abord

de quelques observations sur la façon dont le débat européen a été mené au Royaume-Uni.

1. C'est un risque extraordinaire qu'a pris David Cameron d'organiser ce référendum. Il ne l'a promis que pour pacifier la contestation interne au parti conservateur. Cameron était par ailleurs convaincu, avant les dernières élections, qu'il serait obligé de reconstituer une coalition avec les libéraux

### Ce sont les dirigeants du Brexit qui ont mis la bonne question sur la table

démocrates et que leur opposition à un référendum européen le dispenserait de le convoquer. Paradoxalement, c'est sa victoire électorale spectaculaire qui a obligé Cameron à soumettre aux Britanniques un choix dont il n'a eu de cesse, ces derniers mois, de présenter le versant Brexit comme un suicide. Si le Brexit l'emporte, Cameron portera l'écrasante responsabilité devant les générations futures d'avoir conduit son peuple dans le gouffre qu'il a prétendu éviter.

2. Depuis l'adhésion à la CEE en 1972, les dirigeants politiques britanniques n'ont jamais « vendu » l'appartenance européenne pour ce qu'elle était et pour ce vers quoi elle évolue : une union toujours plus ressermée, nécessairement politique et fédérale, même si ces termes sont toujours utilisés avec beaucoup de réticence. Paradoxalement, ce sont les dirigeants de la campagne en faveur du Brexit qui ont mis la bonne question sur la table. Avec des arguments le plus souvent outranciers ou dénués de fondement, les animateurs du Leave ont entraîné nombre de citoyens à penser que « cette Union, on n'en veut pas ». Outrance mise à part, « cette Union » - plus intégrée, plus solidaire, en fait plus politique - est en somme celle dans laquelle se reconnaissent les pro-Européens du continent. Dès son entrée, le Royaume-Uni n'a eu de cesse de recentrer l'UE - avec beaucoup de succès d'ailleurs - sur sa seule dimension de marché, le plus libéralisé possible.

LIRE LA SUITE EN P.5